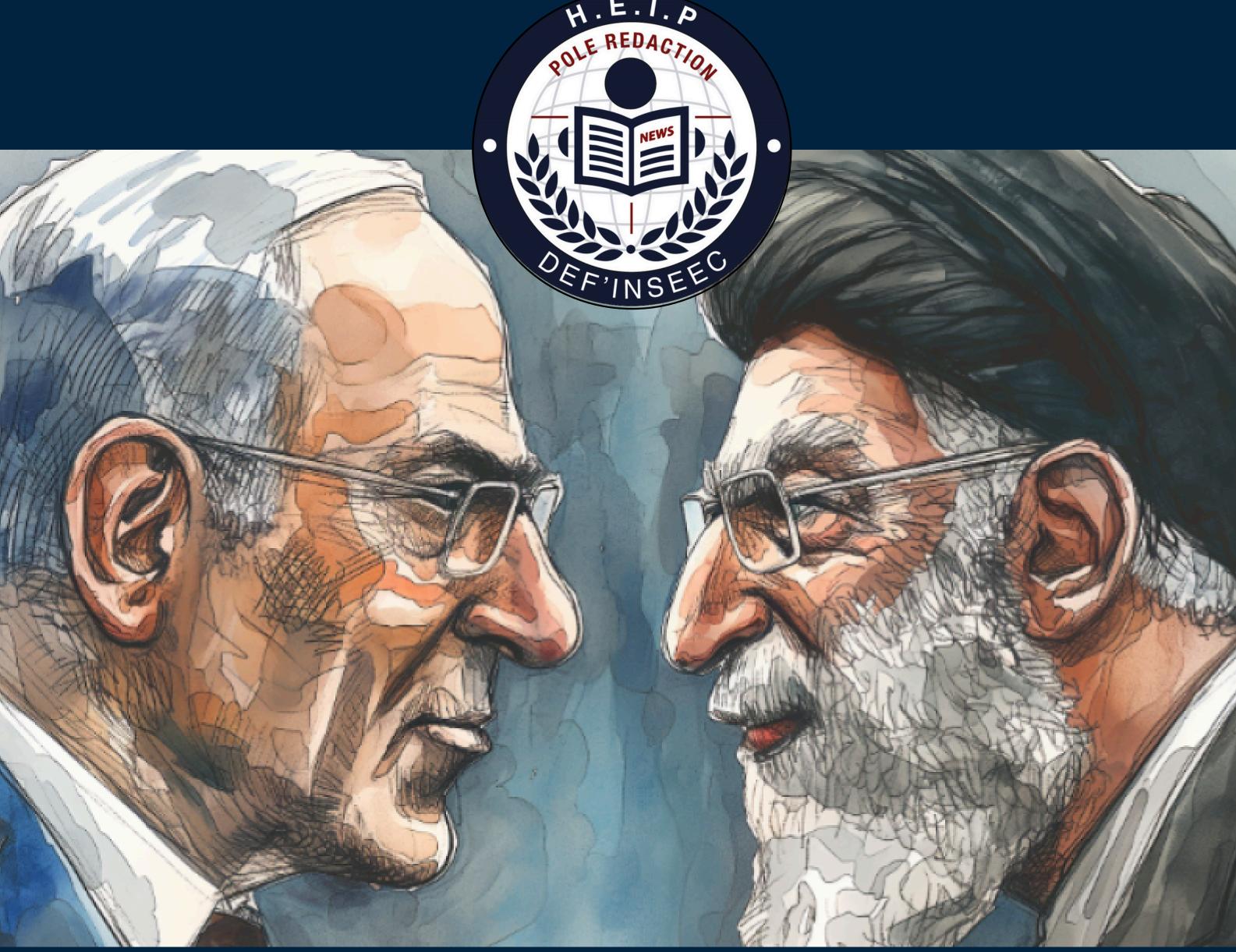
CONFLITS ET COEXISTENCE: L'ÉVOLUTION COMPLEXE DES RELATIONS ISRAÉLO-IRANIENNES

ALEXIS TOESCA ET LOUIS PICOULEAU 01 MAI 2024



Crédit photo : Iran vs Israel: Who is better equipped for war? / bne IntelliNews

<u>ISRAËL-IRAN : LES MEILLEURS ENNEMIS DU MOYEN-ORIENT</u>

Pour la première fois, l'Iran a mené des attaques directes contre le territoire israélien le samedi 13 avril 2024. Une véritable armada de technologie et de feu composé de 185 drones, 36 missiles de croisières et 110 missiles balistiques a été tirée depuis le territoire iranien et de ses proxies, au Liban et au Yémen. Cette attaque se veut être la réponse à l'offensive israélienne ayant détruit le consulat iranien contenant plusieurs hauts militaires iraniens à Damas, en Syrie, tout en violant le droit international le 1er avril 2024.



Cependant, si cette réponse de frappe en second paraît bien plus conséquente que l'attaque israélienne, c'est parce que cette offensive iranienne rentre dans un cadre plus grand de tensions régionales. Cette hausse des tensions entre ces deux grandes puissances ennemies du Moyen-Orient intervient dans un contexte régional inflammable lié à **la guerre Israël-Hamas initiée par l'attentat du 7 octobre 2023**. Cette escalade de violence fait craindre une plus grande extension du conflit à toute la région. En effet, même si ce déluge de feu a été contré à 99 % par Israël, son dôme de fer, et ses alliés, ce dernier à répondu le 19 avril en ciblant des sites militaires et nucléaires iraniens dans la ville d'Ispahan, ce qui ne fait qu'alimenter une spirale de violence. Celle-ci pouvant faire basculer la région toute entière dans une guerre sans précédent. Pourtant, avant que les deux pays ne soient des ennemis jurés, ils étaient alliés de circonstances officieusement, il y a à peine 40 ans.



Illustration : iStock
Carte : The Iran Primer

Cet article tentera de retracer et analyser les mutations dans les relations entre ces deux grandes puissances régionales. De l'intérêt commun à accroître leurs influences sur les nations arabes et d'échanger leurs ressources énergétiques et technologiques, ces deux pays, dans une logique réaliste de la géopolitique au Moyen-Orient, étaient devenus des alliés pragmatiques au cours de la deuxième moitié du XXe siècle.

La radicalisation religieuse progressive de leurs gouvernements, initiée à partir de la révolution islamique de 1979, a profondément bouleversé les relations qui sont aujourd'hui au point mort. L'expansion de l'influence iranienne dans la région, obtenue par l'instabilité causée des guerres et des révolutions arabes, est aujourd'hui vectrice d'insécurité pour Israël. L'encerclement d'Israël par le "croissant chiite" au nord, par le Hezbollah libanais, la Syrie, et au sud par le Hamas à Gaza et les Houthis au Yémen est à ce jour la menace recomposée des nations arabes des années 1960 voulant la destruction de l'Etat hébreu.

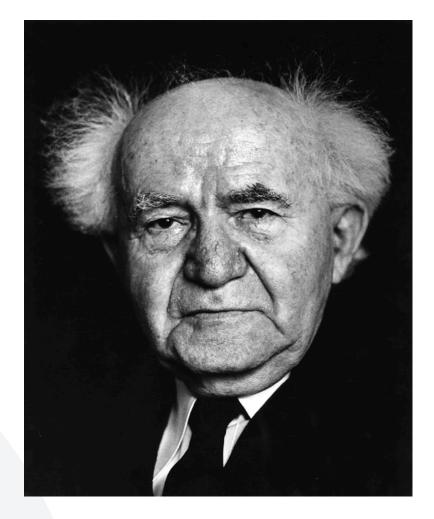
Désormais au porte d'une possible guerre, l'avenir des deux prétendants comme puissance hégémonique de la région est remis en cause. Chaque attaque perpétrée entre les deux pays serait déterminante pour la région.



HISTORIQUE DES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS

UNE ALLIANCE RÉALISTE ENTRE PAYS NON-ARABES : LA DOCTRINE DE LA PÉRIPHÉRIE, 1949-1988

Les relations entre les deux pays se créent assez rapidement, puisque deux ans après la création de l'État d'Israël, **l'Iran fut le deuxième pays musulman à reconnaitre Israël officieusement en 1950** après la Turquie en 1949. Cet événement permet de briser l'isolement diplomatique d'Israël orchestré par les pays arabes et musulmans voisins comme la Syrie, la Jordanie, et l'Egypte, motivées par la destruction de l'État sioniste. De plus, cette reconnaissance inaugure le **"periphery concept"** développé par le premier ministre David Ben Gourion (1948-1953).



En effet, l'impossibilité de pouvoir établir des relations avec les pays arabes voisins a poussé Israël à établir des relations avec les pays "voisins des voisins" c'est-à-dire la Turquie, l'Éthiopie et l'Iran. Cette doctrine a donc permis à Israël de tisser des relations étroites avec les acteurs non arabes de la région afin de se protéger de ses voisins arabes qui lui sont fondamentalement hostiles, en termes de considérations religieuses notamment.

Par ailleurs, l'Iran de culture minoritaire perse, avait des ambitions impériales et de leadership dans la région moyen-orientale en tant qu'héritier de l'empire fondateur des Sassanides (-226 et 651 après J. -C).





À la suite de **la crise de Suez en 1956** et la défaite politique des anciennes puissances coloniales françaises et britanniques, le nationalisme arabe incarné par le président Égyptien Gamal Abdel Nasser connaît une véritable expansion. De fait, à la suite des événements, l'Iran et Israël renforcent leurs relations diplomatiques en 1957.

Photo 1: David Ben Gourion, Horst Tappe/Encyclopædia Britannica, Inc.

Photo 2 : Le président Gamal Abdel Nasser en 1956 © AP/SIPA (publiée le 01/12/2022)

Photo 3 : Navire dans le canal de Suez, JIM PRINGLE/AP/SIPA (publiée le 01/12/2022)

L'Etat hébreu développe aussi avec l'Iran des liens entre leurs services de renseignement, le Mossad et la SAVAK (service de sécurité intérieure et le service de renseignement de l'Iran entre 1957 et 1979). Iran et Israël coopèrent notamment en 1965 en soutenant militairement et financièrement les groupes rebelles kurdes irakiens pour déstabiliser l'Irak, puissance émergente arabe incarné par le leader Abdel Karim Kassem. De même, de profondes relations économiques se forment.

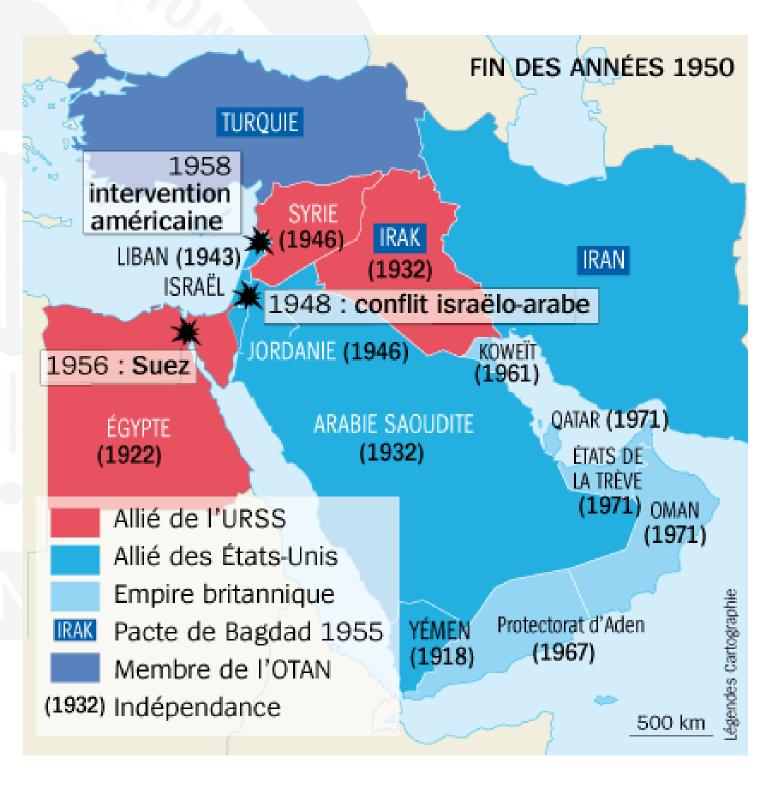


Sur ce même plan économique, l'Iran fournissait 90 %, jusqu'à 1979, de la demande de pétrole d'Israël en échange, dans le cadre du projet Fleur, de soutenir le développement des capacités iraniennes dans le domaine des systèmes de tirs de missiles d'une portée moyenne de 200 km. Des partenariats dans les secteurs technologiques et sanitaires s'approfondissent aussi, constituant un large éventail de relations officieuses. Téhéran devient alors le partenaire le plus important pour la pérennité de la stratégie géopolitique israélienne. Selon l'expression de l'historien Israélien Avi Shlaim, l'Iran est le "joyau" de la couronne de cette nouvelle alliance.

LA GUERRE FROIDE AU MOYEN-ORIENT: LA STRATÉGIE DES "TWIN PILLARS"

Dans le même temps, le contexte historique était à l'heure **de la guerre froide**. Téhéran se retrouve au centre des tensions énergétiques entre les États-Unis et l'Union Soviétique. Partageant une frontière avec l'URSS, la conservation de l'Iran sous influence américaine est une priorité pour Washington. Ainsi, de 1953 et le renversement du gouvernement d'influence communiste de Mohammad Mossadegh à la révolution de 1979, l'Iran restera dans la sphère américaine au côté de l'Arabie saoudite. En effet, les puissances arabes telles que l'Égypte, l'Irak ou la Syrie sont soutenues diplomatiquement et militairement par l'URSS, agrandissant ainsi les rivalités entre les puissances arabes et celles de culture minoritaires. De fait, dans les années 1970, à la suite du retrait de l'influence britannique au Moyen-Orient, les États-Unis récupèrent pleinement cette ancienne zone d'influence. Pour contrer les ambitions soviétiques, le président Nixon met en place la stratégie dite des **"Twin Pillars".**

Celle-ci avait pour objectif de faire de l'Iran saoudite l'Arabie deux gendarmes régionaux. En échange de cette coopération sécuritaire entre ces deux pays, soutien économique, ils reçurent un diplomatique et militaire de la part de Washington. De plus, les politiques modernisatrices du Shah Mohammad Reza Chah Pahlavi (ancien monarque d'Iran) pour faire face à l'URSS et à l'Égypte tout en sécurisant les approvisionnements en pétrole en font "le fils prodige" de Washington. Dès lors, la politique menée par le Shah envers Israël est orientée vers l'Occident pour conserver les faveurs américaines.

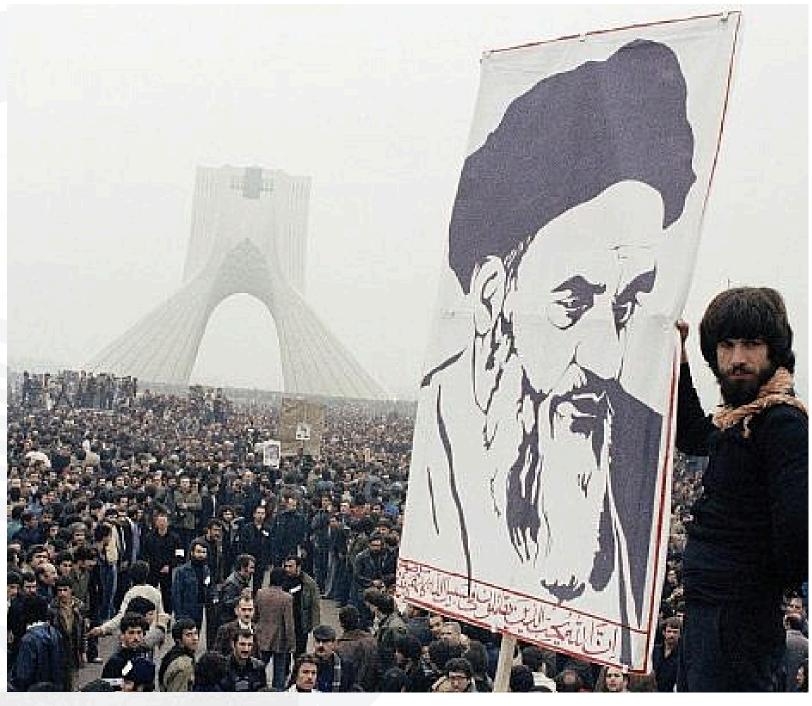


Mais cette politique pro-occidentale est secrètement ouverte à la collaboration avec Israël. Celle-ci a attiré des contestations au sein de la société iranienne envers la monarchie. Les islamistes radicaux et les hauts dignitaires chiites comme Ruhollah Khomeyni s'indignaient de ce rapprochement avec l'État hébreu et de l'alignement de l'Iran avec les États-Unis. Ces critiques à l'encontre des relations entretenues avec Israël auront une importance particulière dans la propagande révolutionnaire fédérant ainsi une large majorité de la population contre le Shah.

LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE DE 1979, POINT DE BASCULE PROGRESSIF DES RELATIONS

La chute du Shah et l'arrivée au pouvoir de l'Ayatollah Khomeyni en 1979 vont bouleverser l'équilibre stratégique au Moyen-Orient. Ce renversement idéologique provoque l'échec de la doctrine israélienne de la "périphérie" et celle américaine des "Twin Pillars". De ce point de vue, l'aspect révolutionnaire du soulèvement iranien de 1979 n'épargne pas les relations avec Israël. Après le « Grand Satan », terme par lequel l'imam Khomeini désigne les États-Unis, **le « Petit Satan »** israélien apparaît et concentre l'hostilité de la propagande de la République islamique.

Les premières mesures diplomatiques sont alors concentrées sur la suspension des relations avec les États-Unis. De plus, la première république islamique veut désormais se positionner comme figure leader de l'islam en soutenant la question palestinienne. C'est pour cela que dès 1979, l'Iran confie les clés de l'ancien consulat israélien à Yasser Arafat (ancien leader de l'organisation de la libération de la Palestine) lors de sa visite à Téhéran.





Néanmoins, Israël considère pas de suite l'Iran comme étant un potentiel adversaire. Le pays considère toujours comme véritable menace ses voisins arabes comme l'Irak de Sadam Hussein qui s'affirme en tant que État puissance d'un nationaliste sunnite arabe soutenu par les États-Unis dans les années 1980.

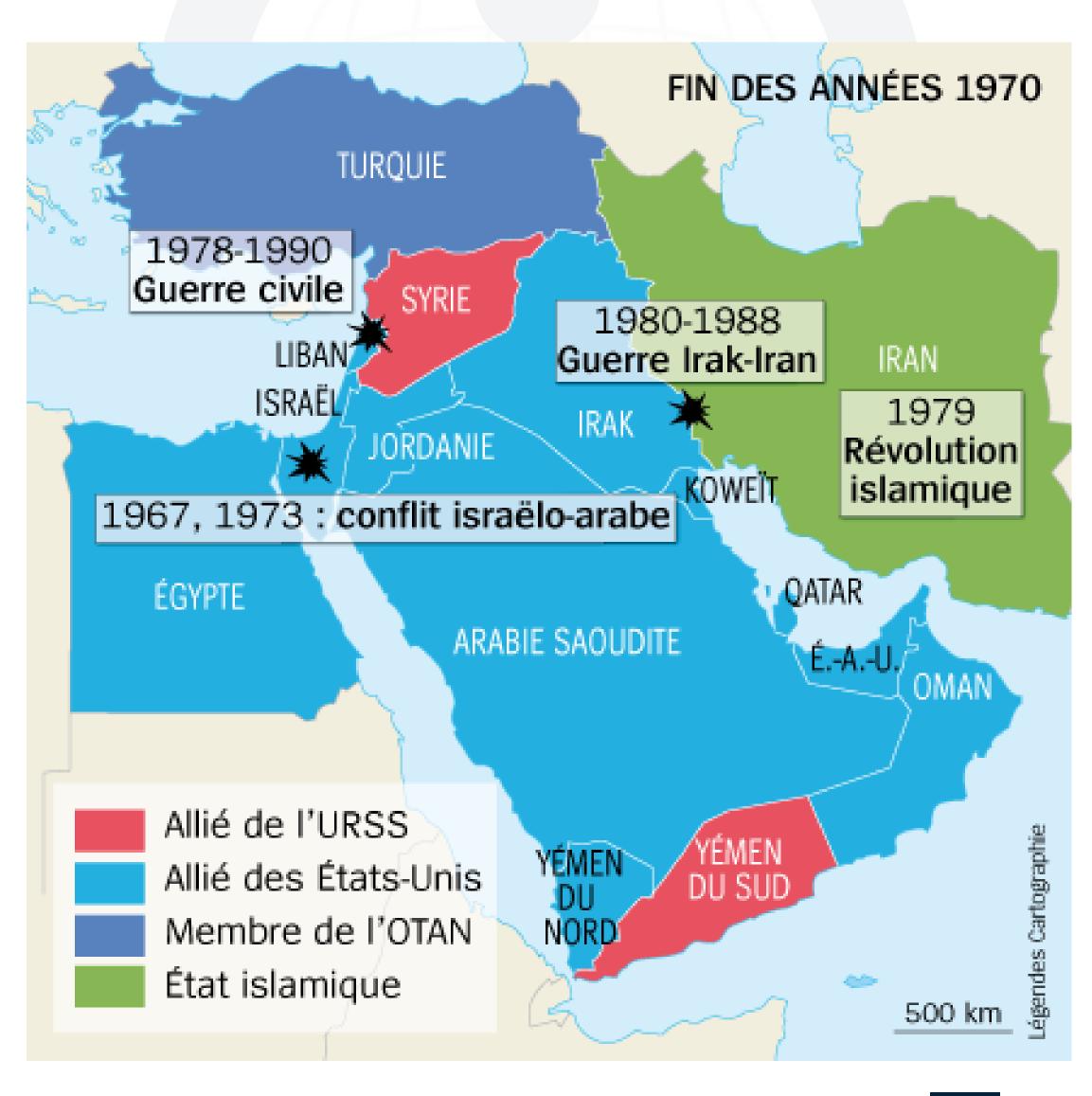
Photo 1 : Le 9 octobre 1978, des Iraniens manifestent contre le Shah Mohamma Reza Pahlavi à Téhéran. (Crédit : Archives AP)

Photo 2 : Le 13 février 1979, une photo de l'Ayatollah Khomeini est accrochée à un char devant le palais de Téhéran. (Crédit : AP/Aristotle Saris, Archives)

C'est, avant tout, les États du Golfe qui craignent l'exportation de l'idéologie révolutionnaire iranienne dans leurs pays. C'est pour cette raison qu'ils créèrent le Conseil de coopération du Golfe en 1981 pour soutenir l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. En outre, Israël livrera alors des armes pour un montant de 135 millions de dollars à Téhéran par l'intermédiaire des États-Unis pourtant alors allié à l'Irak dans cette guerre - l'Iran craignant qu'une victoire irakienne exacerbe les populations sunnites arabes et renforce la puissance irakienne.

Ainsi, de 1980 à 1988, Israël, en armant l'Iran, entretient une certaine coopération militaire secrètement.

Ainsi, dans les hautes sphères du pouvoir à Tel Aviv, la doctrine de la « périphérie » est restée centrale dans l'appréhension de la nouvelle République islamique qui n'était même pas considérée comme étant une potentielle menace par rapport au réacteur nucléaire Osirak irakien. Côté iranien, même si l'opinion publique demeure fondamentalement opposée à l'existence d'Israël, l'exécutif comprend qu'il faut se faire des alliés de circonstance pour défendre avant tout ses intérêts territoriaux immédiats. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour connaître une recrudescence de la rivalité entre les deux États.



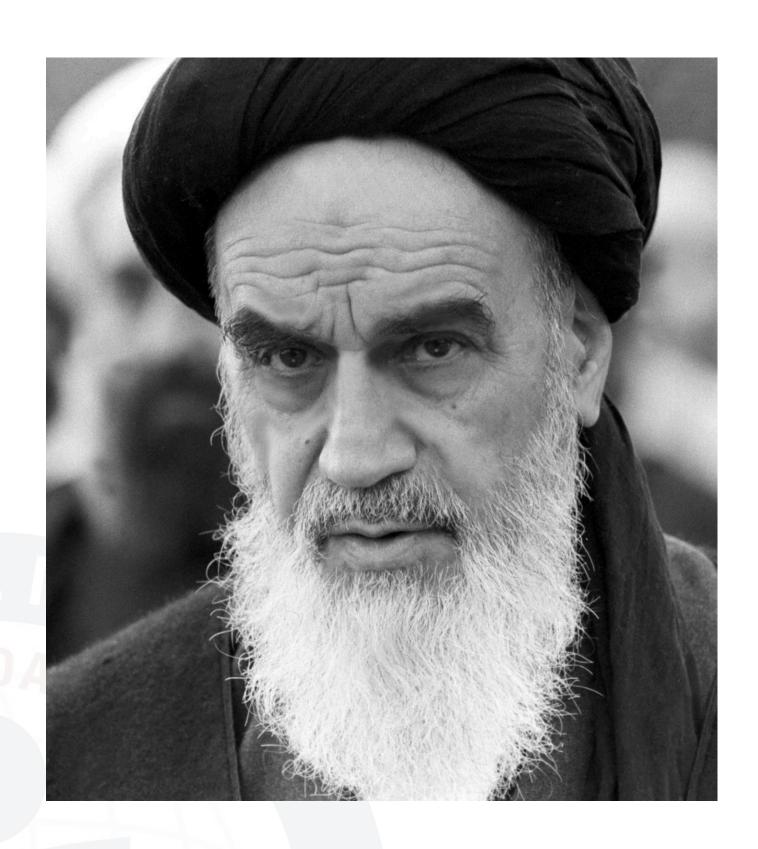
<u>LE TOURNANT DU XXIÈME SIÈCLE, ENTRE GLOBALISATION ET RADICALISATION DES ACTEURS ORIENTAUX</u>

LA QUESTION DU NUCLÉAIRE IRANIEN : UNE MENACE EXISTENTIELLE POUR ISRAËL

La doctrine iranienne en matière de nucléaire remonte aux années 1950. Alors en pleine Guerre froide, l'Iran du Chah Mohammed Reza Pahlavi est proche des Etats-Unis et les deux pays coopèrent dans le cadre d'un programme nucléaire civil en 1957, appelé "Atoms for Peace". Ce programme dirigé par les Etats-Unis avait pour objectif d'exporter certaines technologies nucléaires américaines à des États alliés pour promouvoir une utilisation énergétique, donc pacifique, du nucléaire. Pays stable, l'Iran a pour objectif au milieu du XXème siècle d'user de l'énergie nucléaire pour produire son énergie. La création de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran en 1974 en est la preuve officielle. C'est dans cette logique que **Téhéran devient membre de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique en 1959** et décide de ratifier le **Traité de non prolifération nucléaire en 1968**, s'engageant ainsi à ne pas acquérir la bombe nucléaire. Toutefois, l'Iran ne paraphera pas le texte qui impose aux Etats signataires des restrictions en matière de recherches dans le domaine de l'armement nucléaire. Le Pakistan et Israël feront de même. **En 1979, la révolution iranienne marque un tournant dans la doctrine nucléaire iranienne.**



La fin du Shah d'Iran et l'arrivée du gouvernement de l'Ayatollah Khomeini, s'additionnent à la guerre contre l'Irak ce qui amène à geler le programme nucléaire iranien. Parallèlement, plusieurs pays européens comme la France et l'Allemagne refusent de continuer à livrer de l'uranium enrichi à Téhéran, ne sachant pas quels seront les nouveaux objectifs de Téhéran. Au cours de cette guerre, plusieurs réacteurs nucléaires iraniens seront endommagés et l'Iran, de par les premières sanctions américaines, peine à trouver de nouveaux partenaires pour fournir le pays en uranium enrichi.



Enfin, la décennie des années 1990 s'illustre par deux phénomènes. D'une part, une tentative iranienne de trouver d'autres partenaires, ce que le pays réussira à faire grâce à la Chine et à la Russie qui l'aideront à acquérir de l'uranium enrichit et à reconstruire partiellement certains réacteurs endommagés. D'autre part, la veille du XXIème siècle sera marquée par la politique étrangère des Etats-Unis qui tentent de dissuader certains Etats de la région de coopérer avec l'Iran en matière nucléaire.



Photo 1 : Ayatollah Khomeini, Getty Image

Photo 2 : Les puits de pétrole du Koweit incendiés par les soldats iraquiens © DAVID LONGSTREATH/AP/SIPA

Les années 2000 marquent une étape dans le développement du nucléaire iranien. La communauté internationale découvre le 12 septembre 2002 que le programme nucléaire iranien est bien plus avancé que ce qu'ils avaient imaginé en apprenant l'existence de deux sites nucléaires non répertoriés : un site d'enrichissement de l'uranium à Natanz (photo 1), et une installation à l'eau lourde Arak (photo 2). Cette relance intervient dans un contexte de résurrection des tensions entre Israël et l'Iran. La découverte du site conduit à plusieurs inspections de l'AIEA qui concluent qu'il n'existe pas de preuve d'une programme nucléaire iranien ayant pour but de développer l'arme nucléaire.





En l'absence de coopération de l'Iran, le Conseil de Sécurité des Nations Unies décide d'une première vague de sanctions économiques sur la base de l'article 41 du Chapitre VII de la Charte de l'ONU. Plusieurs autres sanctions ont été décidées en 2007 par les Etats-Unis et en 2008 par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Pendant ce temps, l'Iran continue d'acquérir des centrifugeuses nécessaires à l'enrichissement de l'uranium. De son côté, l'AIEA évoque en 2008 une "possible dimension militaire" du programme nucléaire iranien.

En septembre 2009, Téhéran reconnaît posséder un site secret à Qom, initiant au cours de cette même année plusieurs cycles de négociations entre l'Iran et les membres permanents au Conseil de Sécurité et l'Allemagne. Les six Etats et l'Iran réussissent à s'entendre sur un accord le 14 juillet 2015, cet accord sera adopté par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 20 juillet 2015, avec la résolution 2231. L'accord nommé Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) prévoit plusieurs mesures afin de garantir une utilisation pacifique du nucléaire par l'Iran.

Cependant, l'accord sur le nucléaire iranien va rapidement être dénoncé par Donald Trump dès sa campagne présidentielle de 2016. Le candidat républicain qualifie l'accord comme étant le pire jamais négocié par les Etats-Unis et va le juger beaucoup trop favorable à l'Iran. Les Etats-Unis se retirent ainsi de l'accord le 8 mai 2018. Donald Trump va accompagner ce retrait d'une nouvelle série de sanctions qui empêche toute entreprise étrangère qui travaille avec les Etats-Unis de procéder à des activités économiques en Iran.



En réaction à ce retour des sanctions, **l'Iran décide de reprendre son programme nucléaire.** En 2022, Téhéran coupe les caméras de surveillance sur ses sites nucléaires et complique la visite de l'AIEA sur plusieurs de ses sites. Malgré plusieurs demandes répétées de l'AIEA, les caméras n'ont toujours pas été réinstallées. En mars 2023, **l'AIEA a découvert de l'uranium enrichi à plus de 80%** soit à un taux tout proche de celui nécessaire pour acquérir l'arme nucléaire. De plus, l'AIEA rapporte que les stocks d'uranium enrichi à 60% sont passés de 6.7 kg à 128.3 kg entre Septembre et Novembre 2023.

Du plan civil au plan militaire, l'énergie atomique iranienne se mue depuis le début du siècle en une menace existentielle pour Israël. Malgré le fait que les Etats du Moyen-Orient ne soient pas officiellement en train de s'équiper de l'arme nucléaire, il paraît évident que l'Iran, si elle devait être amenée à acquérir le nucléaire militaire, verrait tous ses ennemis s'en doter. En plus de l'Iran, Israël demeure dès lors un protagoniste crucial au Moyen-Orient. A sa force idéologique s'additionnent ses grandes capacités technologiques et intellectuelles qui permettent dès aujourd'hui à Tel-Aviv d'avoir une armée riche et prête à beaucoup de sacrifices.

UNE CONFRONTATION PAR PROXY

L'Iran jouit d'une puissance projetée importante. Au travers de celle-ci, l'influence de Téhéran est conséquente et passe par une vision politique et réaliste de l'ordre du Moyen-Orient plus que par une influence religieuse. Bien que de minorité chiite, l'Iran place à ce jour ses intérêts géostratégiques et militaires en première place, devant les questions religieuses nécessitant le temps long. De fait, l'Iran possède de nombreux proxy, des Etats ou groupes mandataires, avec lesquels Téhéran diffuse sa puissance et son influence au Moyen-Orient dans un contexte d'hostilité à Israël.



On en dénombre cinq principaux :



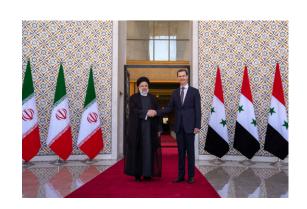
• Tout d'abord le **Hezbollah**. Basé principalement au Liban, le Hezbollah est une organisation chiite soutenue par l'Iran. Souvent considéré comme l'un des proxies les plus puissants de Téhéran, il est amené à conduire des attaques contre Israël, notamment des attaques de roquettes et des attentats-suicides depuis le Sud du Liban.



• Le **Hamas** aussi, bien que basé principalement dans la bande de Gaza, le groupe politique et armé est soutenu financièrement, militairement et politiquement par l'Iran. Les méthodes du groupe sont plus ou moins similaires à celles du Hezbollah, le Hamas étant les auteurs des attentats médiatisés du 7 octobre 2023.



• Souvent en coordination avec le Hamas, le **Jihad islamique palestinien** mène aussi des attaques contre Israël à Gaza. Ce *proxy* constitue pour le grand public le bras armé du Hamas, la distinction entre ces deux entités demeurant parfois, de notre prisme, floue.



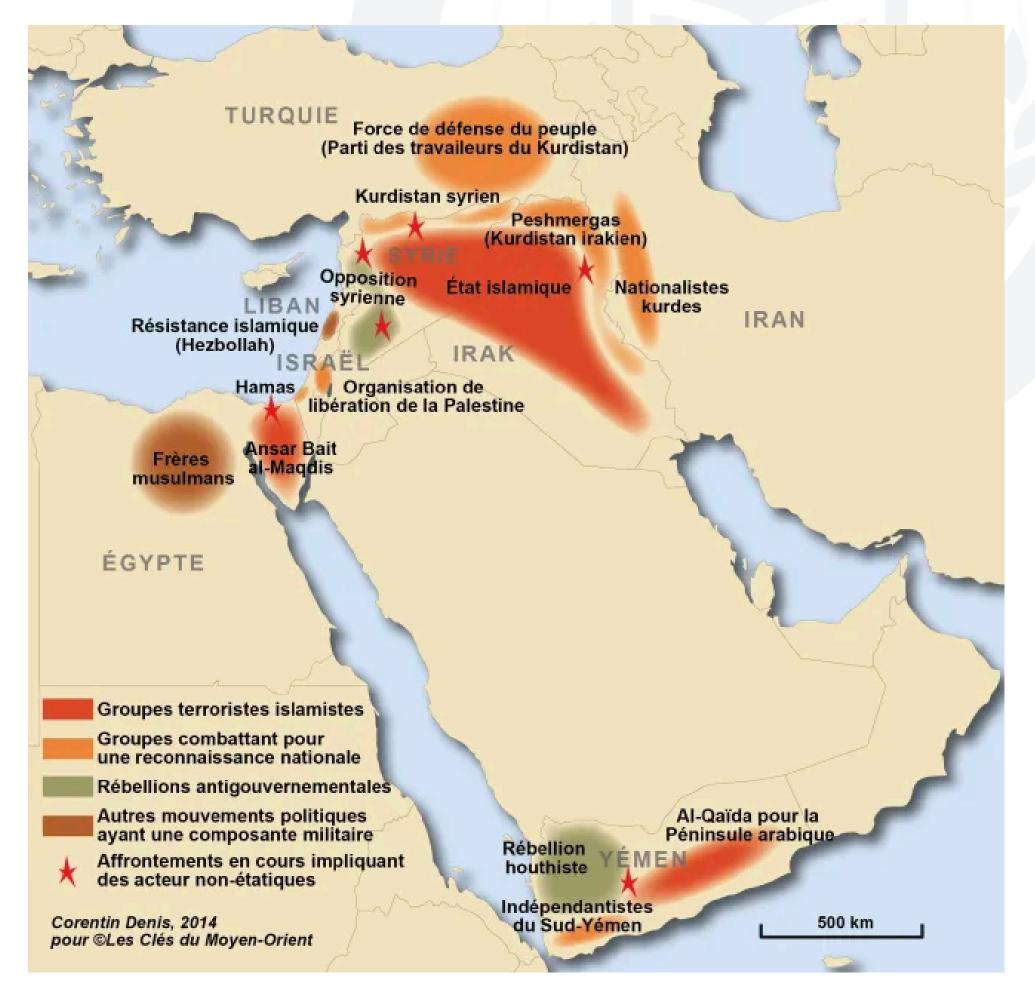
• En Syrie aussi, depuis que Téhéran a contribué à sauver le régime de Bachar Al-Assad, l'Iran dispose de **milices** et de **bases militaires**, notamment à Damas et à Alep.



• En Irak, des milices sont aussi présentes. Les **Forces populaires de mobilisation** (Hashd al-Shaabi), composées principalement de milices chiites soutenues par Téhéran, mènent de la même manière des attaques contre des intérêts israéliens en Irak.

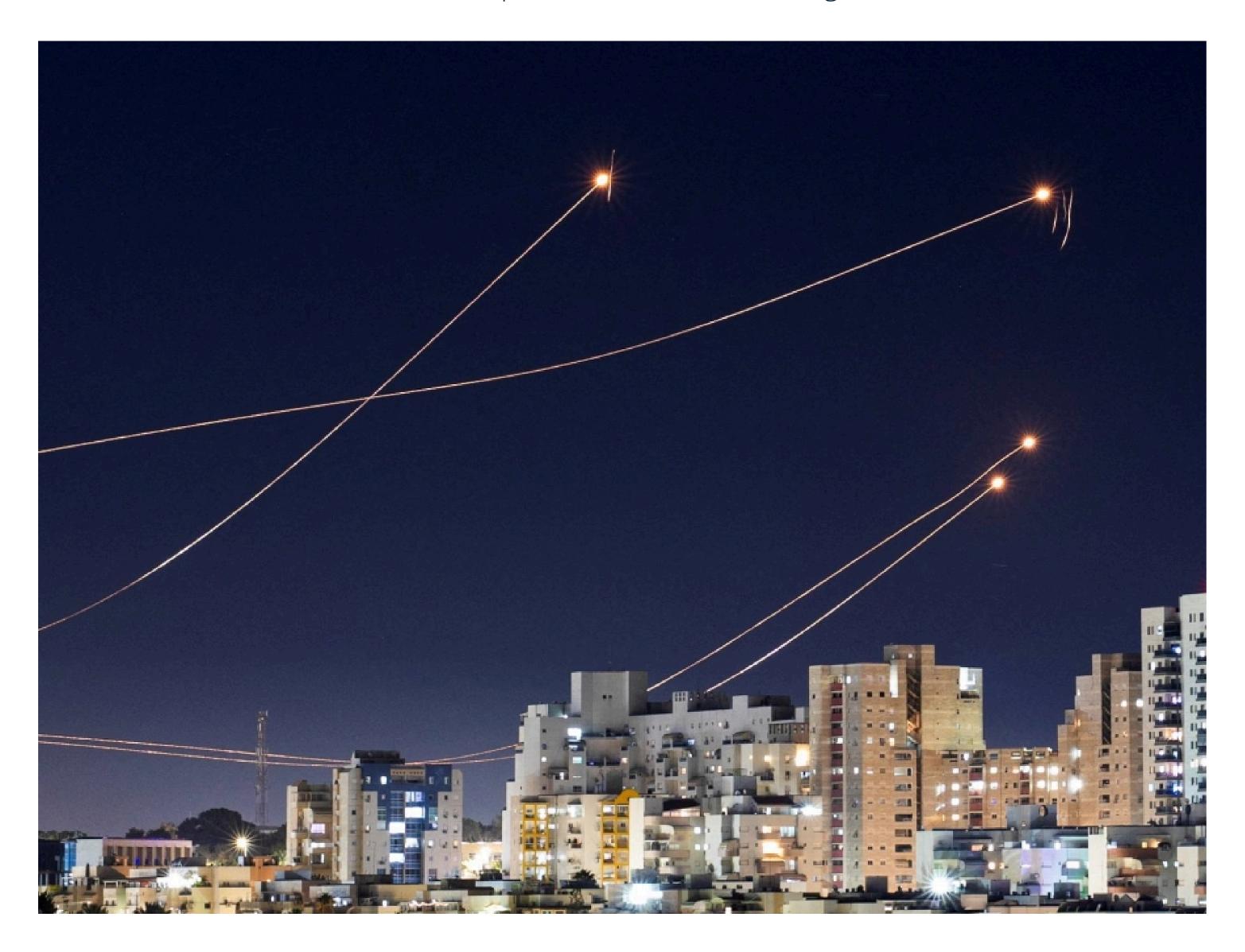


• Enfin, les **Houthis** au Yémen, bien qu'engagés dans un conflit contre le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie saoudite, les Houthis expriment leur hostilité envers Israël et sont accusés d'être soutenus par l'Iran.



Ces proxy sont ainsi utilisés par l'Iran comme force militaire et idéologique projetée afin d'exercer une pression constante et indirecte sur Israël et poursuivre des objectifs stratégiques régionaux.

Face à ces acteurs, Israël joue la carte de la défense en exposant ses innovations technologiques de pointe et contre-attaque politiquement avec ses alliés occidentaux, mais aussi au travers de missions rapides à l'extérieure et de guerre contre le Hamas.



Cependant, l'actualité récente a exposé un nouveau virage dans la stratégie iranienne contre Israël. En effet, en ayant pour la première fois de son histoire envoyé depuis sa terre nationale des missiles et drones d'attaques en direction de l'Etat hébreu, Téhéran aurait pour certains commis une erreur stratégique majeure. Amenant à une nouvelle escalade dans la crise, en attaquant frontalement, l'Iran aurait montré son jeu sans qu'Israël n'ait constaté trop de dégâts. 99% de l'attaque aurait, selon le gouvernement israélien, été interceptée. L'armada offensive de Téhéran, bien qu'impressionnante, tant dans le champ technologique que médiatique, s'est retrouvée face au dôme de fer, fierté militaire d'Israël.

QUEL AVENIR POUR LES RELATIONS ISRAÉLO-IRANIENNES?

L'actuelle géopolitique israélienne part d'un axiome, d'une proposition évidente qui alloue l'idée qu'aujourd'hui ou à l'avenir, des États du Moyen-Orient seront dotés de l'arme nucléaire, créant une menace pour la sécurité de l'État hébreu et pour la stabilité du cadre régional. C'est la raison pour laquelle les derniers gouvernements israéliens ont tous envisagé à plusieurs reprises d'attaquer les sites nucléaires iraniens, comme cela s'était produit en 1981 en Irak et en 2007 en Syrie. Mais aujourd'hui la situation est différente car l'Iran a des capacités de défense supérieures à celles de l'Irak et de la Syrie d'antan. Le conflit se prolongeant, Téhéran pourrait compter encore plus activement sur le soutien probable, quoiqu'indirect, de la Turquie et surtout de celui de la Russie et de la Chine qui ont souligné à plusieurs reprises l'importance de leurs intérêts en République islamique.



Côté israélien, l'objectif occidental a toujours été de gérer l'ordre au Moyen-Orient en diffusant, via l'intermédiaire de Tel-Aviv, les valeurs européennes et anglophones. Cependant, il faut prendre en compte un éventuel désaccord des États-Unis et de l'Occident avec les futures initiatives d'Israël. Plusieurs facteurs allant dans le sens d'un scepticisme américain comme le retrait américain dans la région et la complexification des liens entre nations arabes.

Les deux concurrents à l'hégémonie d'une région orpheline du gendarme étasunien d'autrefois se ressemblent du fait de la radicalisation religieuse et politique de leurs stratégies nationales qui pénètrent la géopolitique nationale. L'affirmation des deux grandes puissances militaires et idéologiques du Moyen-Orient pourrait assez schématiquement à ce jour être résumée à une confrontation sionisme/ islamisme chiite moderne.



Il convient pourtant de préciser que la rivalité entre Téhéran et Tel-Aviv n'a rien de naturel. Cette dernière, aujourd'hui presque obsessionnelle et dans laquelle sont enfermés les deux États, demeure plus de l'ordre du symbole que de la réalité stratégique. Au cœur de cette symbolique, on peut répéter une certaine confrontation religieuse qui s'est muée dans la région comme une question historique de la géographie des peuples.

Néanmoins, le jeu d'escalade dans lequel ceux-ci se sont embarqués provoque de réels défis sécuritaires pour l'un comme pour l'autre.

Officiellement opposés sur plusieurs dossiers comme la prolifération de l'usage militaire du nucléaire et la montée en puissance du Hezbollah chiite libanais, les relations entre l'Iran et Israël sont amenées à demeurer comme telles tant que le régime au pouvoir à Téhéran incarnera une République islamique avec une politique pan-chiite. Cette rivalité devrait s'installer sous des apparences et des réalités tactiques.

Pour autant, "une telle politique du pire n'a jamais prévalu à ce jour entre deux Etats qui, géographie, pragmatisme et corpus de représentations aidant, ne se pensent pas comme ennemis", conclut l'essayiste et géopolitologue français, Frédéric Encel².

SOURCES

- "L'évolution des rapports entre Israël et l'Iran, déclin de l'hégémonie occidentale au Moyen-Orient", Maurizio Scaini, *Outre-Terre*, n°28, *Cairn*, 02/2011;
- "Les relations entre Israël et l'Iran : un partenariat officieux dans un contexte d'hostilité affichée", Quentin Lenormand, Revue Défense Nationale ;
- "Les relations entre l'Iran et Israël avant la révolution de 1979 : bref exposé historique", Alexander Greenberg, *Les Clés du Moyen-Orient*, 15/04/2024 ;
- "Rivalité Iran-Israël. Analyse de la politique étrangère de la République islamique envers Tel Aviv : Cas de la question palestinienne", Alexandre Fagot, Mémoire en Science Politique, Liège Université Library, 2022-2023 ;



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR





